

Considérations sur la crise capitaliste actuelle et la reconstruction de la IV Internationale

Emilio Albamonte¹



Au cours des dernières années la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI) a développé une intervention grandissante dans la lutte de classes des pays où elle est présente. La FT-QI a également insisté sur la défense de la théorie marxiste face à différentes sortes de révisionnisme signifiant un recul complet par rapport au legs marxiste. Comme le soulignait Trotsky une époque de réaction idéologique impose comme tâche centrale des révolutionnaires la défense des conquêtes théoriques du marxisme et du mouvement ouvrier, issues des expériences révolutionnaires antérieures. Simultanément nous avons posé comme critère d'unification avec d'autres courants qui se revendiquent également marxistes révolutionnaires des bilans communs des principaux faits de la lutte des classes. Ces bilans étaient, selon nous, à concevoir non pas du point de

vue étroit des luttes économiques ou même politiques du prolétariat mais fondamentalement par rapport aux guerres ou aux soulèvements et journées révolutionnaires qui se sont développés, bien que d'une façon assez partielle, en différents endroits du globe ces dernières années.

Néanmoins, face à l'irruption d'une crise capitaliste de dimension historique que les analystes bourgeois eux-mêmes doivent comparer à la Grande Dépression des années 1930 nous nous devons en tant que marxistes révolutionnaires changer les paramètres et les hiérarchies de nos tâches. Nous devons poser de manière centrale les questions liées au programme, à la stratégie et à la tactique révolutionnaires en vue de la construction de partis révolutionnaires à échelle nationale ainsi que d'une internationale marxiste révolutionnaire. Nous en sommes d'autant plus convain-

cus que la crise engendrera d'énormes événements en terme de lutte de classes et des transformations conséquentes du point de vue de la subjectivité des travailleurs et des classes opprimées.

Comment nous préparons-nous pour la crise ?

La V^e Conférence Internationale de notre organisation s'est tenue en juillet dernier [2008]. Trois documents importants nous ont permis de centrer la discussion sur plusieurs points.

¹ E. Albamonte, "Apuntes sobre la crisis en curso y la reconstrucción de la IV Internacional", *Estrategia Internacional* n°25, Buenos Aires, décembre 2008-janvier 2009, p.105-118. Nous signalons également la traduction anglaise du même article, "Notes on the Capitalist Crisis Underway and the Rebuilding of the Fourth International", disponible en ligne sur www.ft-ci.org/spip.php?article1749?lang=en [NdT].

Nous avons abordé la question de la crise économique qui se développait lentement mais sûrement depuis près d'un an. Nous prévoyions en conséquence un approfondissement des tensions géopolitiques et une influence sub-séquente sur la lutte de classes.

Nous avons également discuté de la dynamique de la subjectivité de la classe ouvrière et de la crise du marxisme révolutionnaire au cours des dernières décennies.

Enfin, étant donné que notre courant est surtout présent en Amérique Latine, nous nous sommes attachés à analyser en détail la situation du continent latino-américain et notamment les processus politiques (gouvernements de type nationaliste ou de front populaire, etc.) qui constituent la réponse à des processus d'insubordination des masses dans plusieurs pays.

Dans le premier document² nous avons analysé comment la crise qui secouait la planète en commençant par les pays impérialistes les plus importants était le produit de l'incapacité de la bourgeoisie de soutenir un taux d'accumulation élevé à long terme. Même si l'offensive néolibérale a représenté une victoire importante contre la classe ouvrière en rétablissant tendanciellement le taux de profit après la fin du boom de l'Après-guerre cela n'a pas été suffisant pour que les capitalistes aient confiance dans leur propre système et réinvestissent leurs profits dans la production et la distribution de marchandises et de services. Nous avons analysé comment cela était d'autant plus évident que le capitalisme avait réussi à reconquérir de vastes zones de la planète qui depuis la Seconde Guerre mondiale ou même auparavant se trouvaient en dehors du circuit de valorisation du capital à l'image de l'ex-URSS, l'Europe de l'Est et la Chine. Bien que la restauration du capitalisme dans ces pays ait réussi à faire pression à la baisse sur le prix de la force de travail au

niveau international et à créer des niches rentables pour l'exploitation capitaliste au cours des deux dernières décennies cela n'a pas été suffisant pour relancer un processus d'accumulation capitaliste amplifié et durable. Les analystes superficiels prétendent voir dans la dérégulation des finances capitalistes et les bulles spéculatives comme la bulle immobilière la cause du désastre actuel. Une analyse marxiste sérieuse doit en revanche analyser comment, bien que cela puisse sembler paradoxal, c'est la capacité de la bourgeoisie impérialiste à sortir des crises successives depuis la fin du boom de l'après-guerre, et ce sans une importante liquidation de capitaux en surplus ou de conflit inter-impérialiste, qui a conduit à une suraccumulation persistante de capitaux et à la nécessité de développer une fabuleuse montagne de capital fictif afin de permettre au système de continuer à fonctionner. Cela s'est traduit par une accumulation de contradictions qui sont en train d'éclater sous nos yeux aujourd'hui.

Ce n'est qu'un des aspects centraux de la théorie marxiste qui est en train de se vérifier actuellement. Le capitalisme sénile dans sa phase impérialiste n'a pu retrouver une période de développement relativement forte (les «*trente glorieuses*» du boom de l'après-guerre) qu'après une monstrueuse liquidation d'infrastructures, de biens de capital, de marchandises de toute sorte et même de population «*excédante*» (les deux Guerres Mondiales et la Grande Dépression).

Si les capitalistes ont pu penser qu'en attaquant les travailleurs ou en liquidant leurs conquêtes historiques à l'image des ex-Etats ouvriers qui se trouvaient hors du circuit d'accumulation capitaliste ils trouveraient «*l'élixir de jeunesse*» la crise actuelle est là pour leur rappeler que la destruction massive de capitaux et, en dernière analyse, la guerre, est la «*loi*» de leur développement.

Dire que nous sommes dans une situation qui tend à la dépression n'est pas rien. En effet, la crise des années 1930 a conduit à la montée du fascisme en Allemagne, à la guerre civile espagnole et à d'autres phénomènes de grande ampleur qui ont culminé avec la «*victoire des alliés*» au cours de la Seconde Guerre mondiale et l'imposition de l'hégémonie américaine, cette hégémonie qui au cours des dernières décennies s'est affaiblie et que la crise actuelle remet en question.

Peu après la Conférence nous avons assisté à des phénomènes embryonnaires de fortes frictions interétatiques confirmant nos analyses. Il suffit de penser à la guerre russo-géorgienne d'août [2008] au cours de laquelle les alliés de Tbilissi, les Etats-Unis et les pays de l'UE, ont adopté des positions différentes, ou encore aux tensions entre l'Inde et le Pakistan qui se sont aggravées après les récents attentats terroristes de Bombay [de novembre 2008].

Les derniers mois ont été le théâtre de nombreux processus de luttes de la jeunesse, dans l'Etat Espagnol, en Italie et fondamentalement en Grèce. Dans ce dernier pays la mobilisation s'est transformée à la suite de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos en une révolte nationale de la jeunesse qu'a accompagnée une grève générale. Le soulèvement actuel des jeunes pourraient annoncer, comme en 1968, l'entrée en lutte des travailleurs.

Enfin, on doit également songer à deux événements largement symbolique mais d'une grande portée. Pour la première fois depuis les années 1930 aux Etats-Unis et en Allemagne deux usines ont été occupées, la première à Chicago et la seconde dans le Nord du pays. En renouant dans un certain

² «*Thèses sur la situation économiques et les rapports inter-étatiques au niveau mondial*». Les textes complets de ces trois documents sont disponibles sur la page web de la FT-QI, www.ft-ci.org [NdT].

sens avec la méthode appliquée en Amérique latine au cours des dernières années tout ceci nous indique que les méthodes de lutte de la classe ouvrière seront revalorisées au cours de la prochaine période, et ceci alors que les effets de la crise commencent à peine à se faire sentir.

Le document «*Clase ouvrière, subjectivité et marxisme*» nous a permis de faire le point sur l'involution de la subjectivité ouvrière face à l'attaque permanente du capital ainsi qu'à la suite de la capitulation finale des bureaucraties stalinien-nes devant la pression double de l'impérialisme et le risque que les processus de révolution politique s'étant développés à l'Est se développent et triomphent.

La survie du capitalisme depuis les années 1980 et surtout depuis la restauration capitaliste au début des années 1990 a impliqué une nouvelle division mondiale du travail. Celle-ci a relativement affaibli les travailleurs industriels des pays centraux (transformés en économies largement tertiariées) tout en déplaçant une partie importante de l'industrie vers le Sud-est asiatique (notamment en Chine), au Mexique, au Brésil et en Europe de l'Est. Par ailleurs la plupart des Etats semi-coloniaux demeurait essentiellement exportateurs de matières premières. Ce cadre, auquel il faut ajouter le surgissement de nouveaux pays relativement industrialisés comme la Chine et l'Inde, a représenté une nouvelle étape dans le développement inégal et combiné de l'économie mondiale.

Au cours des cinq dernières années, entre 2002 et 2007, les forts taux de croissance de l'économie mondiale ont débouché sur une baisse du chômage permettant l'émergence de nombreuses luttes économiques du monde du travail au niveau international. A travers ces luttes les travailleurs cherchaient à rattraper un peu de ce qu'ils avaient perdu pendant l'offensive néolibérale. Si le prolé-

tariat, dirigé par des bureaucraties sociale-démocrates, stalinien-nes ou nationalistes bourgeoises, avait perdu une grande partie de ses acquis d'après-guerre, il est parvenu au cours de cette période à rattraper un peu de ce qu'il avait perdu sur le terrain de la redistribution du revenu national, notamment pour ses secteurs les plus syndicalisés. Toutefois le salariat n'a pas réussi à dépasser la grande division entre travailleurs en CDD, CDI, précaires ou chômeurs, qui s'est transformée au cours des dernières années en une sorte de lieu commun fataliste pour le monde du travail.

Du point de vue de la lutte de classe internationale à partir du début des années 1990 le Proche et Moyen Orient a certainement continué à représenter la zone la plus conflictuelle au niveau mondial à commencer par la résistance du peuple palestinien face à l'oppression de l'Etat sioniste, la première Guerre du Golfe en 1991, etc. Dans les pays centraux, après une période de recomposition de la classe ouvrière à partir d'évènements qui ont fait date comme le mouvement de l'hiver 1995 en France ou les «*guerres ouvrières*» en Corée du Sud en 1996-1997 on a assisté, à partir des manifestations de Seattle en 1999 à l'émergence du mouvement de la jeunesse anti-globalisation au sein duquel une aile gauche évoluait vers l'anticapitalisme. Avec l'invasion américaine de l'Irak en 2003 un fort mouvement anti-guerre s'est développé avec dans son sillage des manifestations massives mais parfaitement impuissantes face à la machine de guerre impérialiste. Ces différentes expressions de la lutte de classes n'ont pas réussi à renverser le rapport de force mais elles ont néanmoins constitué des expériences qui commencent à acquérir une signification nouvelle avec la crise actuelle. L'exemple grec de ce point de vue est assez paradigmatique.

La longue offensive politique et idéologique du capital a conduit

tendanciellement non seulement à ce que les partis sociaux-démocrates deviennent des partis bourgeois «*normaux*» et à ce que les anciens partis stalinien-nes suivent le même chemin ou disparaissent. Cette offensive a également été le cadre d'une polarisation de ce qui restait du mouvement marxiste révolutionnaire issu du trotskysme. D'un côté il y a ceux qui ont renoncé à la stratégie de la dictature du prolétariat. La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en France est de ce point de vue l'exemple paradigmatique. Elle est en voie de dissolution en vue de la fondation d'un «*Nouveau Parti Anticapitaliste*» au sein duquel devraient se retrouver sans aucune délimitation de classe ni stratégie révolutionnaire précise des réformistes, des autonomes, des anarchistes, etc.. D'autres courant ont évolué beaucoup plus ouvertement vers la collaboration de classe pure et simple comme le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) au Brésil. D'autres enfin à l'image du Socialist Workers Party (SWP) anglais revendiquent formellement la nécessité de construire des partis révolutionnaires mais leur stratégie reste centrée sur la formation de fronts de collaboration de classes avec des leaders réformistes comme George Galloway et des secteurs bourgeois de la communauté musulmane britannique. La coalition électorale RESPECT qu'impulsait le SWP a d'ailleurs éclaté l'année dernière laissant place à un «*débat*» où les accusations en tous genres étaient la règle. De l'autre côté existe une multitude de sectes au sens littéral du terme qui se contentent de marteler un programme mort-né sans avoir aucune influence réelle sur des secteurs du mouvement ouvrier et de la jeunesse.

Entre ces deux pôles il existe des organisations comme Lutte Ouvrière. Sans avoir eu fondamentalement pour tradition de se consacrer à un travail de construction international cette

dernière organisation a fini par adopter une politique encore plus opportuniste que celle de la LCR en formant des alliances au cours des dernières élections municipales française avec les partis de la «gauche plurielle» (PS, PCF, Verts) pour obtenir quelques sièges de conseillers municipaux.

Il existe en outre d'autres regroupements comme la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs, móréniste), dont le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) du Brésil est le parti le plus important, ou encore la CRQI (Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale), impulsé par le PO (Parti Ouvrier) d'Argentine. Le PSTU a gagné un certain poids syndical (à travers Conlutas, regroupant un secteur de la gauche syndicale brésilienne) mais maintient un accord électoral permanent avec le PSOL, et ce malgré l'orientation de collaboration de classes de ce dernier. Le PO pour sa part a été l'un des moteurs du mouvement «*piquetero*» en Argentine depuis l'an 2000.

Notre courant, la FT-QI, a bataillé pour récupérer le legs de la théorie et du programme du trotskysme, le seul marxisme révolutionnaire existant depuis la dégénérescence stalinienne de la III Internationale. La FT-QI a également participé à quelques luttes significatives et avancées de la classe ouvrière. Pour donner quelques exemples elle a joué un rôle dirigeant en Argentine dans le processus d'occupation d'usine en production ouvrière directe, notamment à Zanon et Brukman. Elle a participé à la lutte des mineurs de Huanuni en Bolivie ainsi qu'à la semi-insurrection de El Alto en 2003 et 2005, où nous avons postérieurement contribué au processus de la réorganisation syndicale. La FT-QI enfin a également participé aux conflits des ouvriers de Sidor et de Sanitarios Maracay au Venezuela.

Le marxisme du point de vue théorique a pratiquement disparu du mouvement ouvrier. Il s'est

maintenu dans le meilleur des cas dans certains milieux universitaires, se transformant en une sorte de marxisme académique, fortement soumis à tous les vents révisionnistes, «*spécialisé en économie*» ou en d'autres disciplines académiques. Cela a contribué à créer parmi les enseignants et la jeunesse universitaire une profonde aversion et hostilité à l'égard de la fusion du marxisme avec le mouvement ouvrier et la lutte pour la construction de partis révolutionnaires. La plus grande partie de ce marxisme académique a également apporté sa contribution à l'idéologie dominante. Il a fait du léninisme (et du trotskysme) le «*véritable ennemi*» en considérant le totalitarisme stalinien non pas comme la négation contre-révolutionnaire de ces derniers mais comme leur réalisation la plus complète.

Dans ce cadre nous nous devons de demander pourquoi les trois principales tendances qui revendiquent la nécessité de reconstruire ou de refonder la IV Internationale et qui prétendent élargir leur influence en contact avec la lutte de classes, à savoir la LIT-QI, la CRQI et la FT-QI, se trouvent essentiellement basées en Amérique Latine. Il existe pour comprendre ce phénomène des raisons historiques. Le trotskysme depuis un demi-siècle représente un courant politique de poids dans plusieurs pays d'Amérique Latine. D'autre part il faut également tenir compte du fait que l'Amérique du Sud a connu au début de la décennie actuelle une sorte de «répétition générale» de la crise mondiale que nous vivons aujourd'hui.

Cela nous conduit à considérer le troisième document discuté au cours de la V Conférence, «*Les traits fondamentaux de la situation latino-américaine*». Nous avons assisté au cours des dernières années à de grandes poussées des masses conduisant même à des journées révolutionnaires et à des tentatives de coups d'Etat contre-

révolutionnaires dans des pays du continent aussi différents que l'Argentine, l'Equateur, la Bolivie ou le Venezuela. Bien que ces processus aient été freinés et finalement déviés par le cycle de croissance de l'économie mondiale de 2002-2007, l'Amérique latine est la seule région du monde où l'on a vu au cours de ces processus des mineurs armés de bâtons de dynamite défilier aux côtés de la paysannerie pour renverser un gouvernement (Bolivie); des soulèvements du peuple pauvre pour faire face à un coup d'Etat contre-révolutionnaire ainsi que d'importantes expériences de contrôle ouvrier menées par les travailleurs en lutte contre la grève-sabotage impérialiste dans deux raffineries pétrolières (Venezuela); l'unité, bien que circonstancielle, entre chômeurs «*piqueteros*» et assemblées populaires de quartier dirigées par la classe moyenne paupérisée, avec pour toile de fond le phénomène d'usines occupées et mises en production sous contrôle des travailleurs (Argentine). Dans ce cadre, les théoriciens organiques de la bourgeoisie et les intellectuels de gauche se sont étendus à l'envi sur les nouveaux régimes et les gouvernements «*populistes*» de la région ayant vu le jour après ces processus.

En prenant l'ensemble de l'Amérique latine et non seulement le Sud du continent nous avons également assisté à un phénomène nouveau: le surgissement au Mexique de la Commune d'Oaxaca dirigée par l'APPO, l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca. La Commune, en plus d'avoir donné corps à cet organisme de type pré-soviétique, a impliqué le contrôle pendant plusieurs semaines des moyens de communication de masse (radio et télévision) depuis lesquels étaient transmis jour et nuit les faits marquants de la lutte ainsi que des documentaires et des reportages sur l'histoire des mouvements révolutionnaires. Cet événement anticipe, au niveau

d'un Etat du Mexique, un des aspects de la physionomie nouvelle qu'auront très certainement les événements révolutionnaires du XXI^e siècle.

La force des processus latino-américains se trouve en ce qu'ils ont développé dans un laps de temps relativement court (2000-2007) des formes de lutte multiples et variées. Leur faiblesse a été que les secteurs les plus concentrés de la classe ouvrière n'ont pas joué un rôle prépondérant. En effet ce sont les alliés du prolétariat (paysans et classes moyennes urbaines) ou les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière (les chômeurs) qui se sont placés à l'avant-garde. Le phénomène réduit mais hautement symbolique de Zanon où s'est forgée une véritable unité entre travailleurs de l'usine et les chômeurs de la région a représenté en revanche une pression considérable sur les secteurs du salariat de la province les plus organisés syndicalement. Il a également gagné la sympathie de larges secteurs de la population en parvenant même à déclencher une grève générale face à une des menaces d'expulsion des travailleurs de l'usine en avril 2003. Cela montre la potentialité que de semblables fronts uniques entre exploités auraient eu si la classe ouvrière avait été le moteur des processus dont nous avons parlé. En Argentine cependant les secteurs les plus concentrés du salariat ne sont pas intervenus. Dans un premier temps ce retrait s'explique par la pression du chômage et le frein des bureaucraties syndicales. Dans un second temps, une fois passé le pic de la catastrophe économique, les travailleurs se sont heurtés à un régime politique recomposé après la crise de 2001-2002 et les seules luttes qui se sont développées ont été fondamentalement économiques.

Le processus d'ensemble dans la région, avec ses forces et ses grandes faiblesses, mais égale-

ment l'instrumentalisation démagogique de la part de Chavez de mots d'ordre comme le «*socialisme du XXI^e siècle*» ou ses références à Marx ou à Trotsky ont permis que le marxisme, du point de vue théorique et politique, sorte quelque peu de l'enceinte académique et commence à prendre pied au sein de secteurs de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse. En ce sens, en 2008, notre courant a réussi à impulser un processus de débat large non seulement en Argentine mais aussi au Brésil, au Mexique et jusqu'en Bolivie, par-delà le cercle restreint des cénacles universitaires.

Quel programme et quelle stratégie défendre face à la crise ?

Le Programme de transition de Trotsky consiste en un ensemble de revendications programmatiques qui permet de tracer un pont entre la conscience arriérée du prolétariat et la nécessité de lutter de manière à ce que ce dernier ne soit pas désarticulé sous l'impact de la crise des années 1930 (au moment où le Programme était élaboré), une crise d'ailleurs qui n'est pas sans rappeler, sous certains aspects, la période que nous vivons actuellement.

Trotsky soulignait explicitement que l'ensemble des revendications doit mener à une seule conclusion: la prise du pouvoir par le prolétariat. Cela signifie que le programme n'est pas structuré en vue d'obtenir des réformes (structurelles ou conjoncturelles), à la différence ce que qu'affirment aujourd'hui les réformistes ou les centristes de tout poil. Le programme est lié à une stratégie claire de pouvoir ouvrier.

Dans les discussions sur le programme Trotsky lui-même insistait sur le fait que les sectaires considéreraient comme trop minimalistes des consignes comme l'expropriation des grands groupes capitalistes alors que les opportunistes, à l'inverse, les verraient

comme trop «*rouges*», incapables par conséquent d'empêcher les licenciements et d'imposer, par l'intervention ouvrière directe, la division du volume horaire total de travail (échelle mobile des heures de travail) au détriment des profits capitalistes.

Tant les sectaires que les opportunistes défendent des aspects partiels du programme pris indépendamment. Mais ni les sectaires ni les opportunistes ne font valoir que l'objectif d'ensemble est celui de développer la mobilisation et la conscience des travailleurs pour que ces derniers s'approchent eux-mêmes le plus possible de la seule conclusion stratégique correcte : se préparer pour vaincre.

Construire un parti révolutionnaire aujourd'hui implique ne pas se limiter à défendre une série de consignes fondamentalement correctes mais déhiérarchisées ou désarticulées les unes par rapport aux autres comme l'échelle mobile des heures de travail, la nationalisation du secteur bancaire et du commerce extérieur, la défense des salaires, etc.. Pour tenter de diriger un processus social dans un sens révolutionnaire la stratégie marxiste révolutionnaire pose trois questions fondamentales: d'une part la plus stricte indépendance de classe face à tout programme «*d'accord ou de consensus social*» ou politique se réalisant aux dépens des travailleurs, de l'autre le combat audacieux en faveur d'une politique d'auto-organisation démocratique des exploités et enfin la construction d'un parti révolutionnaire de travailleurs capable de conduire la lutte jusqu'à la victoire.

En premier lieu il est nécessaire de tout faire de manière à ce que les travailleurs ne tombent pas dans les pièges et les impasses auxquels les mèneront les directions collaborationnistes. Cela peut avoir lieu sous plusieurs formes. Certains n'hésiteront pas à appuyer des partis front-populistes, comme c'est le cas par exemple

du MAS d'Evo Morales. D'autres soutiennent des partis nationaliste-bourgeois, comme dans le cas du PSUV chaviste. Plus généralement les directions collaborationnistes cèdent au chantage patronal direct, consistant à poser par exemple la «*défense de l'emploi en échange d'une dévaluation monétaire ou d'un gel des salaires*».

Au cours des premières étapes de la crise que nous sommes en train de vivre le patronat et les gouvernements défendent l'idée de la nécessité d'arriver à des «*accords sociaux*» que les bureaucraties syndicales essaieront d'imposer à la classe ouvrière. Les propositions consistant à «*maintenir l'emploi en échange d'une baisse de salaire*», de «*défense de l'emploi des CDI en échange d'un non renouvellement des CDD*», «*de mise au chômage technique ou de réduction de l'horaire de travail et du salaire pour faire face à la crise*» seront les solutions proposées par ces messieurs et ce genre de propositions ira en se multipliant au cours des prochains mois. Ces mesures sont non seulement réactionnaires mais représentent de véritables escroqueries. Elles sont de surcroît incapables de freiner l'impact de la crise dans son ensemble. Si de telles propositions ne sont pas combattues consciemment par la classe ouvrière et les révolutionnaires elles mèneront à une usure et à un reflux du monde du travail mais serviront également de terreau au surgissement de gouvernements bonapartistes qui ne manqueront pas d'attaquer le droit à l'organisation pour les travailleurs et les libertés démocratiques en général.

C'est pour cela que les travailleurs doivent lutter avec pour perspective centrale le slogan selon lequel «*c'est aux capitalistes de payer les coûts de la crise*». Si ces derniers s'avouent impuissants pour faire face à la situation alors ils nous faudra répondre en reprenant Trotsky que «*s'ils sont incapables de subvenir aux besoins de leur esclaves salariés, alors il n'y a aucune autre*

solution que leur expropriation». Cette discussion sur le programme doit sembler excessivement radicale pour les camarades qui ne vivent pas une crise de ces dimensions depuis des années mais elle répond fondamentalement à la dynamique même de la lutte de classe et à la psychologie ouvrière dans une phase comme celle que nous vivons.

Deux années avant que ne commence la crise en tant que telle, les ouvriers de Zanon en Argentine n'avaient quasiment jamais fait grève. L'usine était remplie d'agents de maîtrise qui fliquaient ouvriers et employés et contrôlaient étroitement le processus de production. Lorsqu'il a commencé à apparaître clairement cependant que le patron n'entendait aucunement traiter et que la perspective la plus probable était le licenciement de la plupart de ouvriers ou tout simplement la fermeture de l'usine alors les travailleurs ont commencé à prendre conscience de la nécessité et de la possibilité d'une part d'empêcher une telle décision puis par la suite qu'il n'existait aucune autre alternative à l'occupation de l'usine et à sa mise en fonctionnement sous contrôle des travailleurs, en exigeant parallèlement l'expropriation et la nationalisation de l'usine sous gestion ouvrière directe.

Cette dynamique ouvrière n'en est pas restée-là. Pour renforcer leur poids social les travailleurs ont dû s'allier au principal mouvement de chômeurs de la région puis à l'ensemble des mouvements de chômeurs à qui les ouvriers ont offert des postes de travail au sein de l'usine occupée. Cela a fait naître un nouveau «*pouvoir ouvrier*» dans la province de Neuquén qui a eu une énorme influence et a permis de gagner à la cause de Zanon les travailleurs du public et les enseignants de la région, en dépit de la ligne politique bien distincte que défendaient leurs directions syndicales³.

Le SOECN⁴ a par la suite appelé les organisations ouvrières, étu-

diantes et de défense des droits de l'homme à mettre sur pied une Coordination qui a fonctionné pendant près d'un an. Après la victoire de Kirchner en 2003 suivie de la stabilisation de la situation par la bourgeoisie à la suite de la crise de 2001-2002 les courants syndicaux et politiques participant à la Coordination de l'Alto Valle se sont progressivement retirés, vidant la Coordination interprofessionnelle de son contenu. On peut néanmoins penser que si la crise avait persisté il est très probable que la politique du SOECN consistant à ce que la Coordination soit non pas un front unique d'organisations sociales et de leurs dirigeants mais une assemblée de délégués mandatés par leur base aurait pu voir réellement le jour. Cela aurait donné lieu à une sorte d'authentique conseil ouvrier dans la capitale de la province de Neuquén.

Cet exemple montre à échelle réduite le rapport indissociable entre la lutte pour l'indépendance de classe (en rupture avec toutes les «*alternatives*» ou «*solutions*» philo-patronales) et la manière dont s'exprime une politique visant à l'auto-organisation non seulement des travailleurs mais s'adressant fondamentalement à tous les exploités et opprimés. C'est par la combinaison de ces deux lignes stratégiques qu'il est possible pour les révolutionnaires de lutter pour éviter que la crise ait pour effet une décomposition du prolétariat et viser au contraire à son renforcement en tant que classe consciente.

Lorsque nous disions d'ailleurs que l'Amérique latine a connu une sorte de répétition générale de la crise actuelle, nous entendions également souligner, comme nous

³ La syndicalisation étant automatique en Argentine, la plupart des travailleurs du public et les enseignants sont organisés au sein d'ATEN et de CETERA, les deux fédérations liées à la CTA, une des deux confédérations syndicales argentines avec la CGT [NdT].

⁴ SOECN, Syndicat des Ouvriers et Employés de l'industrie Céramique de Neuquén, dont Zanon représente la principale section syndicale [NdT].

venons de le faire, que le Programme de transition, loin d'être une relique du passé, a démontré être l'outil le plus efficace pour que les travailleurs mobilisés soient capables d'affronter la crise.

Nous disons également que le troisième élément central d'une stratégie révolutionnaire est le parti. Trotsky avait pour habitude de souligner que le parti révolutionnaire joue pour le prolétariat le même rôle centralisateur d'expériences que ne l'étaient les universités à l'époque des mouvements révolutionnaires bourgeois. En ce sens, remarquait-il, bien que les forces politiques dirigeant les soviets en Russie en 1917 étaient infiniment plus puissantes que le Parti Bolchévique, sans la direction de ce dernier les soviets, hégémonisés par d'autres courants, auraient capitulé face à la bourgeoisie (et par conséquent face à l'Entente), liquidant ainsi toute perspective révolutionnaire.

Il n'existe aucun autre instrument ayant démontré plus d'efficacité au cours de l'histoire de la lutte des exploités qu'un parti révolutionnaire internationaliste, trempé dans les luttes les plus importantes de son propre prolétariat et qui, aux moments décisifs, ne cède, comme le dit Trotsky, ni à la terreur contre-révolutionnaire ni «aux chants de sirènes» du front populaire. Gramsci, pour sa part, soutient que l'importance d'un parti révolutionnaire n'est quantifiable qu'en fonction de ce que ce dernier apporte à sa propre classe, en faisant partie intégrante de ses luttes. En ce sens, alors que nous ne sommes qu'au début de la crise, il nous faut réactualiser non seulement le Programme de transition mais également apprendre de l'expérience de l'opposition de gauche et de la IV Internationale à ses débuts. Pour ce qui est du mouvement trotskyste de l'Après-guerre qui a connu dans son ensemble une déviation centriste, nous ne nions pas non plus

qu'il y ait énormément à apprendre de ses expériences les meilleures qui représentent autant d'éléments partiels de continuité avec le programme révolutionnaire, les trotskystes de l'après-guerre ayant contribué, par certains apports importants, au développement de la classe ouvrière au cours des soixante dernières années.

Cela nous mène donc à une question qui selon nous est centrale. Pourquoi lutter pour la reconstruction de la IV Internationale et de ses sections nationales ? Nous tirons cette conclusion du fait qu'il n'existe aucune autre organisation, «nouvelle» ou plus ancienne, qui défende une stratégie supérieure à celle des marxistes révolutionnaires. Avant de disparaître en tant que courant ouvrier à échelle internationale les anarchistes sont devenus ministres de la République espagnole (seule une poignée s'est opposée à cette perspective) et ont contribué à étouffer la Révolution. Les autonomes, une variante de l'anarchisme, ont fait montre dernièrement de leur impuissance politique complète au Mexique, sans parler de leur sectarisme total à l'égard du mouvement de lutte le plus avancé qu'ait connu le pays au cours des dernières années, la Commune d'Oaxaca. Pour ce qui est du stalinisme, tant considéré dans sa version maoïste que guérilléro-castriste, il a défendu comme stratégie le «socialisme dans un seul pays», interdisant toute tendance des masses à l'auto-organisation et persécutant de surcroît les trotskystes. Il a fini par céder à la pression de l'impérialisme comme en témoigne la brutale restauration capitaliste ayant lieu en Chine, la direction castriste cubaine allant dans le même sens aujourd'hui.

Il n'y a que le Parti Bolchévique qui a réussi à triompher en dirigeant les soviets. Pour le défaire le Thermidor soviétique a dû liquider physiquement la quasi-totalité de la direction qui avait participé à la révolution d'Octobre de manière à

faire disparaître le legs d'expériences révolutionnaires lié à 1917, non seulement en URSS mais à échelle mondiale. L'opposition de gauche fut ainsi brutalement balayée en URSS et persécutée et isolée dans le reste du monde. Aucun secteur oppositionnel du type de ceux surgis dès les années 1920 en URSS n'ont vu le jour par la suite en Chine, à Cuba ou au Vietnam. C'est en ce sens que nous affirmons que le trotskysme est l'héritier direct de plus d'un siècle et demi de théorie, d'expériences et de luttes du mouvement ouvrier.

Il est certes nécessaire de souligner combien la grande majorité des trotskystes de l'Après-guerre a capitulé cependant face aux différents appareils qui ont dirigé, à partir de la fin des années 1940, le mouvement ouvrier et populaire dans différentes régions du monde. A la différence de ce trotskysme-là il nous faut construire des partis capables de développer l'ensemble des tactiques propres au mouvement ouvrier (la «conduite des opérations isolées» selon Trotsky) en fonction de la stratégie de direction de l'insurrection armée du prolétariat et de ses alliés contre un bourgeoisie qui ne reculera devant rien pour les écraser après avoir eu recours à son ultime carte, le front populaire.

Pour reprendre les mots de Trotsky, nous soulignons que notre méthode est la révolution prolétarienne et que notre objectif est le pouvoir aux mains des travailleurs structuré autour de conseils ouvriers, paysans et populaires. Sans refondation de la IV Internationale basée sur cette méthode et cet objectif il ne peut y avoir qu'impuissance sectaire ou capitulation opportuniste.

Au sujet d'un aspect central de la tactique révolutionnaire

Le prolétariat, dans la phase actuelle, est organisé dans des syndicats (de branche, d'industrie, de

service, etc.) qui dans le meilleur des cas ne regroupent que 20 à 25% de l'ensemble du salariat. Même dans des pays comme la France, ayant une longue histoire de luttes sociales, le taux de syndicalisation ne dépasse pas bien souvent 10%.

Il faut ajouter à cela deux éléments. Au cours des trente dernières années d'offensive néolibérale on a assisté à l'émergence d'une sorte de «*sous-classe*» constituée de précaires ou de chômeurs de longue ou très longue durée qui ne disposent d'aucune sorte d'organisation. Dans certains pays faisant figure d'exception, comme par exemple dans le cas du mouvement «*piquetero*» en Argentine, des organisations de chômeurs ont surgi en dehors (et même contre) des syndicats qui avaient laissé les travailleurs sans emploi sur le bord de la route. D'un autre côté, du point de vue de la potentialité des syndicats en tant qu'instruments de lutte il faut souligner néanmoins que le mouvement ouvrier de nombreux pays dispose d'organisations qui sur les lieux de travail permettent de dépasser les divisions entre syndiqués et non-syndiqués, permettant ainsi aux travailleurs d'agir de manière unifiée dans leurs entreprises.

Un des axes fondamentaux pour les marxistes intervenant au sein du mouvement ouvrier consiste à reconnaître avant tout l'existence de ces organisations qui, en dépit de leurs limites énormes, sont les organismes les plus larges sur lesquels puisse compter le salariat en tant que classe internationale. Trotsky souligne d'ailleurs dans le Programme de transition qu'une organisation n'ayant pas de politique visant à intervenir au sein des syndicats ne peut être membre de la IV Internationale. Cet impératif est toujours d'actualité. Cependant cette politique doit se lier à un contenu de lutte réel, c'est-à-dire au combat pour le front unique ouvrier le plus large possible de manière à résister à l'offensive

capitaliste qui aujourd'hui se traduit par des centaines de milliers de licenciements.

La participation aux syndicats sur la base de cette ligne politique doit viser systématiquement à dépasser la logique routinière, le divisionnisme et la subordination politique et idéologiques à l'égard des Etats et des bureaucraties syndicales qui dirigent les confédérations. Cela veut dire intervenir au sein des syndicats sur la base d'une perspective révolutionnaire.

En des temps de crise comme ceux que nous traversons actuellement l'orientation des bureaucraties syndicales est plus criminelle que jamais. Non seulement elles se contentent le plus souvent d'essayer de limiter l'impact de la crise par le biais de la modération salariale ou de la perte d'acquis en échange d'une limitation des réductions d'effectifs. Elles ne défendent de surcroît généralement que leurs propres encartés, se niant à unifier la classe au delà de ses divisions internes (CDI, CDD, précaires, chômeurs, etc.), et refusant bien entendu de poser la perspective d'un programme d'ensemble qui comprenne la défense des intérêts des classes subalternes des villes et des campagnes, capable de transformer la classe ouvrière en une véritable alternative face à la décadence de la bourgeoisie et de ses gouvernements.

Pendant toutes les poussées révolutionnaires du XX siècle, y compris au cours des processus révolutionnaires qui ont été défaits dans le sang comme en Argentine ou au Chili dans les années 1970, on a assisté au surgissement d'organismes de front unique offensifs qui dépassaient de loin l'organisation étroite et routinière des syndicats. Il suffit de penser aux soviets russes de 1917, aux conseils ouvriers dans l'Allemagne de 1918 ou en Hongrie en 1956, ou encore aux Cordons industriels chiliens, aux Coordinations inter-usines en Argentine ou à l'Assemblée Populaire bolivienne au

cours des années 1970. Partir des organisations syndicales existantes, tout en essayant, par le biais d'une politique de front unique, de faire naître les organismes les plus larges possibles organisant les travailleurs et les classes subalternes par ville, province, région ou même à niveau national, voilà une des principales leçons que l'on doit aux quatre premiers congrès de la III Internationale au sujet de l'articulation entre programme et tactique révolutionnaires.

Le syndicalisme routinier d'un côté et le syndicalisme «*rouge*» ou le conseillisme abstrait de l'autre sont deux dangers que tout courant révolutionnaire mûr se doit d'éviter. Il s'agit, nous le soulignons à nouveau, de partir des organisations existantes des travailleurs de manière à essayer de les dépasser par le biais d'une politique de front unique, afin de faire surgir des organismes à même non seulement de résoudre les nécessités immédiates de la classe mais également de préparer l'insurrection qui conduise au pouvoir ouvrier. Nous sommes intimement persuadés que si la crise se développe pendant plusieurs années, comme semblent l'indiquer toutes les tendances actuelles, alors des situations prérévolutionnaires et révolutionnaires ne manqueront pas de surgir dans plusieurs pays et la question du lien entre tactique et stratégie révolutionnaires sera plus que jamais à l'ordre du jour.

Vers la reconstruction de la IV Internationale

Du point de vue des organisations qui revendiquent l'héritage marxiste révolutionnaire la «*répétition générale*» des premières années du XXI siècle en Amérique latine a permis l'existence, avec une certaine vitalité, de trois courants qui aspirent à être des tendances internationales et qui ont une certaine influence sur le mouvement réel. Néanmoins dans la mesure où le prolétariat n'a pas été l'ac-

teur principal de la décennie qui est en train de se clore cet élément a énormément fait pression sur certaines de ces tendances en terme d'adaptation opportuniste aux régimes politiques en place ou encore en laissant croire qu'il est possible de croître en «*grossissant*» de manière sectaire, sans fondamentalement aller au-delà du creuset originel (c'est le cas par exemple de la LIT-QI qui regroupe pour l'essentiel les «*morénistes*») ou en évitant de rendre possible des accords entre groupes qui sont en «*concurrence*» dans un même pays (c'est le cas du refus du PO et de la CRQI d'ouvrir un processus de discussion sérieux avec le PTS et la FT-QI).

Nous avons pour notre part pris au sérieux l'idée selon laquelle le processus s'étant ouvert au début du XXI siècle en Amérique latine ouvrirait des perspectives révolutionnaires. Notre groupe au Brésil, la LER-QI, a proposé l'ouverture d'une discussion sur le parti au PSTU brésilien alors qu'en Argentine le PTS a proposé au PO ainsi qu'à d'autres forces politiques de discuter des bases programmatiques et politiques d'un parti commun, en prenant pour référence la tactique «*d'unité des communistes*» que soutenait Trotsky en 1931 au début du processus révolutionnaire en Espagne. L'absence de réponse (en dépit d'entrevues avec des membres de la direction de ces partis et courants) fait que les faiblesses originelles (de longues périodes au cours desquelles nous avons vécu des situations non-révolutionnaires) et conjoncturelles (des poussées de masse de caractère non prolétarien) ont empêché que l'on puisse initier un processus d'unification qui dépasse les limites étroites de ce que Lénine appelait «*la vie des cénacles*» ou des tendances «*pures*» ou «*non concurrentes*».

Aucun de ces courants, le nôtre inclus, n'est exempt du risque de dégénérescence centriste ou réformiste. C'est en ce sens que la

discussion sur la tactique, la stratégie et le programme sont des impératifs centraux si l'on veut éviter le risque de l'impuissance sectaire ou de la dérive opportuniste.

Pendant des années nous avons centré notre activité en faveur de la reconstruction de la IV Internationale tournée vers les tendances trotskystes avec lesquelles nous avons le plus de convergences. Notre méthode de discussion s'enracinait dans la nécessité de tirer des leçons programmatiques et stratégiques des principaux événements de la lutte de classe, ce que les anglo-saxons appellent «*acid tests*» (restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers, les guerres des Balkans, les guerres du Golfe, etc.). Notre objectif consistait à rechercher une fusion sur la base d'un haut degré d'homogénéité théorique et politique dans la mesure où à l'époque la phase non révolutionnaire (ou même directement réactionnaire) impliquait que la principale tâche en vue de la reconstruction de la IV Internationale était fondamentalement liée à la propagande révolutionnaire.

Au cours des dernières années, sous-produit des convulsions qu'a connues l'Amérique latine, nous avons mené des initiatives plus concrètes d'unification en Argentine et au Brésil, centrées sur la nécessité de trouver des accords programmatiques et stratégiques afin d'affronter les situations nouvelles s'étant ouvertes. Cela impliquait cependant que nous n'étions pas convaincu (et cela ne nous convainc toujours pas à l'heure actuelle) de discuter d'éventuels rapprochements sur la base d'un accord autour de quatre ou vingt points généraux et abstraits (défense de la dictature du prolétariat, lutte contre le front-populisme, etc.), comme le défendent la LIT-QI et la CRQI.

Partie intégrante de notre combat pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires à échelle nationale et internationale, nous avons consacré des efforts im-

portants non seulement à l'action sur le terrain de la lutte de classes et de la lutte politique en général mais également sur le front du débat idéologique, et ce face à toutes les «*modes*» théoriques qui entendent légitimer le système actuel d'exploitation et démontrer «*scientifiquement*» l'impossibilité de la révolution ouvrière, ou encore sa dégénérescence «*inexorable*» en totalitarisme stalinien. La lutte idéologique, comme le signalait déjà Lénine et avant lui Engels, est une arme essentielle afin que le marxisme soit un guide pour l'action permettant au programme d'être le plus efficace et puissant mais également pour former les dirigeants, les cadres et les militants conscients dont a besoin la classe ouvrière. C'est pour cela que la V Conférence de la FT-QI a réaffirmé l'importance de cet aspect de la lutte pour les révolutionnaires. L'accélération de la crise actuelle nous impose néanmoins aujourd'hui de mettre tout le bagage que nous avons accumulé au service d'une intervention politique courageuse.

La FT-QI en général et le PTS en particulier ont opéré ces dernières années un virage audacieux en direction de la classe ouvrière. Nous avons entamé ce virage «*contre le courant*» (populiste), contre les courants qui privilégiaient à l'époque l'intervention en direction d'autres secteurs des couches exploitées ou opprimées (paysans, organisations de quartier ou territoriales, chômeurs, etc.). Nous avons opéré ce virage en luttant également contre les courants les plus syndicalistes qui pensaient que nous vivions une longue étape d'accumulation «*pacifique*» de forces au sein du prolétariat. On ne peut que regretter que nous ayons conduit cette lutte de manière fortement isolée, notamment en ce qui concerne notre intervention et insertion au sein du prolétariat industriel.

La crise signifiera d'énormes dangers mais également de grandes opportunités pour les révolutionnaires. Les travailleurs, en ef-

fet, n'évolueront pas simplement en fonction des conflits, («*écoles de guerre*» selon Lénine), mais, comme nous le soulignons, ils seront également «*éduqués*» par les pénuries et les conséquences économiques et sociales liées à la crise. Plus que jamais en tant que révolutionnaires nous devons nous concentrer sur la classe ouvrière, sur ses luttes, de manière à faire partie de ses victoires et de ses défaites. C'est uniquement de cette fusion que pourra naître un véritable parti révolutionnaire.

Si ces dernières années nous nous avons proposé d'ouvrir des discussions concrètes à niveau national en direction d'autres organisations d'extrême gauche au sujet de la construction de partis révolutionnaires communs, il s'agit aujourd'hui de généraliser à échelle internationale cette méthode. Tout processus de fusion doit élaborer un programme transitionnel à échelle internationale, c'est-à-dire jeter les bases d'une compréhension commune des tâches permettant d'affronter la crise et d'éventuelles situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires à niveau national et d'intervenir dans les processus politiques qui pourraient en découler.

En Europe par exemple tant la LCR que le SWP font le pari de la construction d'une sorte de courant constitué de «*partis anticapitalistes*». Avoir une politique à l'égard de tels phénomènes est fondamental dans la mesure où de telles organisations peuvent tout à la fois constituer des obstacles centristes au développement révolutionnaire des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière et de la jeunesse mais également représenter une opportunité pour qu'au moins une partie de la génération militante actuelle évolue vers des positions principielles d'extrême gauche sous l'effet de la lutte de classe et de l'action des révolutionnaires.

Aussi, même si pour les raisons que nous avons exposées préalablement, il se peut qu'il existe

circonstancielle en Amérique latine une masse critique plus importante pour commencer la tâche de la reconstruction de la IV Internationale, la crise étant «*globale*» il ne s'agit pas tant de construire un courant révolutionnaire latino-américain mais un véritable regroupement international.

Nous pensons que cette méthode sera la plus efficace afin de rechercher une unification principale non seulement en direction des courants issus du trotskysme mais également en direction des différents secteurs ou organisations ouvrières ou de jeunesse qui adopteraient une orientation tendant vers des positions révolutionnaires face à la catastrophe qui nous menace tous et face aux énormes convulsions sociales et politiques auxquelles nous ne manquerons pas d'assister au cours des années à venir.